

DÉCISION N°D-2024-146

SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE MISE À DISPOSITION D'ÉQUIPEMENTS MUNICIPAUX AVEC L'ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE MAURICE-BERTEAUX

Le Maire de la commune de Carrières-sur-Seine,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.2122-22,

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2024/011 du 5 février 2024 portant délégation d'attributions du Conseil municipal au Maire,

Considérant la demande de mise à disposition d'un équipement municipal de l'école élémentaire Maurice-Berteaux pour la préparation et l'organisation d'un spectacle de fin d'année,

Considérant que la ville de Carrières-sur-Seine a la possibilité de mettre à disposition de l'école élémentaire Maurice-Berteaux un équipement municipal répondant à ses besoins au Conservatoire,

DÉCIDE

Article 1 : **D'AUTORISER** la Maire-adjointe déléguée à la Culture, aux Loisirs, à la Vie Associative et au Jumelage, à signer les conventions de mise à disposition d'une salle et de l'auditorium du Conservatoire.

Article 2 : **DE METTRE** à disposition de l'école élémentaire Maurice-Berteaux, à titre gratuit, une salle et l'auditorium du Conservatoire sis 66 bd Maurice-Berteaux à Carrières-sur-Seine, selon le planning défini dans la convention.

Article 3 : Ampliation de la présente décision à :

- Monsieur le Préfet,
- Monsieur le Trésorier,
- Madame la Directrice de l'école Maurice-Berteaux.

Fait à Carrières-sur-Seine, le 9 octobre 2024



Le Maire,



Arnaud de Bourrousse

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de la Commune de Carrières-sur-Seine (1 rue Victor-Hugo 78420 Carrières-sur-Seine) dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet. Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Versailles 56 avenue de Saint-Cloud dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage de l'acte. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible sur le site internet www.telerecours.fr.